

Forum : Forum Citoyen sur la Gouvernance

Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain ?

Nom du Citoyen : Inès Raucq

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire • Avec enfants, si oui combien 3	Niveau d'étude ○ Primaire • Secondaire ○ Universitaire
---	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?

J'ai 49 ans, je suis marié et père de trois enfants de 22, 18 et 14 ans. Je possède un pub dans les West Midlands depuis près de vingt ans. Cela fait vingt ans que je travaille, que j'emploie des gens et que je dois respecter les règles décidées par des personnes qui, bien souvent, n'ont jamais eu à gérer un petit commerce.

Je ne demande pas que l'État disparaisse. Je demande simplement qu'il arrête de rendre chaque chose plus compliquée qu'elle ne devrait l'être.

Quand une nouvelle règle arrive dans mon établissement, je dois savoir ce qu'elle signifie, ce que je dois faire et qui en est responsable. Pourtant, il m'arrive de devoir contacter plusieurs services avant même de trouver quelqu'un capable de me donner une réponse claire. Pendant ce temps, mes employés travaillent et mes clients attendent. Je n'ai pas ouvert un pub pour devenir expert en bureaucratie.

C'est exactement pour cela que je suis opposé à une horizontalisation excessive de la gouvernance.

On nous explique que davantage d'acteurs autour de la table rend les décisions plus démocratiques. Peut-être. Mais à force de mettre tout le monde autour de la table, on finit surtout par ne plus savoir qui est censé décider.

Et lorsqu'une décision tourne mal, le problème devient encore plus évident. Le gouvernement accuse l'autorité locale, l'autorité locale accuse une autre administration, et chacun explique qu'il n'avait qu'une petite partie du problème. Pendant ce temps, le citoyen attend.

Je préfère encore quelqu'un qui prend une mauvaise décision et qui l'assume à dix personnes qui refusent d'en être responsables.

Dans mon pub, je ne peux pas fonctionner comme ça. Si quelque chose va mal, mes employés savent qui appeler : moi. Si je prends une mauvaise décision, c'est mon problème. Je ne peux pas organiser une réunion de trois semaines pour déterminer qui est responsable. Je décide, j'agis et j'assume.

Je veux la même chose de ceux qui gouvernent.

En tant qu'électeur de Reform UK, je suis attaché à la souveraineté du Royaume-Uni, à la réduction de la bureaucratie et à une responsabilité politique claire. Je ne veux pas que les décisions concernant mon pays soient constamment dispersées entre des institutions dont le citoyen ordinaire ne comprend même pas le rôle.

Pour autant, je ne dis pas que Londres doit décider de tout. Au contraire : si un problème est local, les autorités locales doivent avoir la liberté de le régler. Mais cette liberté doit avoir une contrepartie : si vous avez le pouvoir de décider, vous devez accepter d'être jugé sur vos décisions.

Je ne veux donc pas nécessairement moins de pouvoir local. Je veux moins de chevauchement entre les pouvoirs. Chaque niveau de gouvernement doit savoir ce qui relève de lui, disposer des moyens d'agir et, surtout, être clairement responsable de ses décisions.

Pour moi, la gouvernance verticale repose donc sur une idée très simple : si vous avez le pouvoir, vous avez la responsabilité. Et si vous avez la responsabilité, les citoyens doivent pouvoir vous demander des comptes.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Je commencerais par arrêter de créer des situations dans lesquelles trois administrations sont responsables d'un problème mais aucune ne semble capable de le résoudre. Chaque niveau de gouvernement doit savoir ce qui relève de lui. Lorsqu'une décision est nationale, le gouvernement national doit la prendre. Lorsqu'elle est locale, les autorités locales doivent pouvoir agir.

Je voudrais également simplifier radicalement les démarches pour les petites entreprises. Un propriétaire de pub ne devrait pas passer sa journée à chercher quel service est responsable d'une règle. Je proposerais donc un interlocuteur unique pour les petites entreprises. J'explique mon problème une fois ; à l'administration de faire le reste.

Je veux également que les responsables soient beaucoup plus faciles à identifier. Lorsqu'une nouvelle règle est imposée, je veux savoir qui l'a décidée, pourquoi elle existe et qui sera responsable de ses résultats. Je ne veux pas découvrir, après un échec, que la responsabilité était finalement « partagée » entre six institutions.

Je suis favorable à ce que les citoyens soient consultés, mais il faut arrêter de confondre consultation et décision. Les citoyens peuvent donner leur avis. Les entreprises peuvent faire remonter leurs problèmes. Les associations peuvent défendre leurs intérêts. Mais à un moment, quelqu'un doit arrêter de parler et décider.

Les élus ont été élus pour gouverner, pas pour organiser des réunions jusqu'à ce que plus personne ne se souvienne de la question de départ.

Je veux également davantage de liberté pour les autorités locales lorsqu'elles sont compétentes. Mais cette liberté doit avoir une contrepartie : si vous voulez le pouvoir de décider, vous devez accepter d'être jugé sur vos décisions.

Je ne demande finalement rien de révolutionnaire. Je demande simplement une administration qui fonctionne, des règles que l'on peut comprendre et des responsables que l'on peut identifier.

Après vingt ans à gérer mon entreprise, j'ai appris une chose : lorsqu'un problème appartient à tout le monde, il finit souvent par n'appartenir à personne.

Je préfère donc savoir exactement qui décide. Et lorsque cette personne se trompe, je veux savoir exactement à qui le reprocher.